

LA UNE

Quelle politique familiale dans notre pays ?

Depuis 20 ans au moins, l'UNAF explique que l'objectif final, explicite et mesurable, d'une politique familiale, est de "permettre à chaque famille d'élever décemment le nombre d'enfants qu'elle souhaite". A la suite de son audition du 1^{er} mars 2017, la Cour des Comptes a demandé à l'UNAF de lui préciser par écrit ses propositions pour réaliser cet objectif de "**rapprocher fécondité réelle et fécondité souhaitée**", ce que l'UNAF a fait par un document de 32 pages, précis et circonstancié, adressé à la Cour le 16 mars 2017. Malgré quelques coquilles, explicables par la rapidité d'exécution, la qualité de cette réflexion et la pertinence de l'argumentaire prouvent la force d'interpellation de l'UNAF et des associations familiales au moment même où le modèle social français est fréquemment réinterrogé dans le contexte de l'élection présidentielle. [Le rapport complet de l'UNAF ici en lien.](#)

ELECTION PRESIDENTIELLE

Les propositions du CIAAF pour les aidants familiaux



Les 8.3 millions aidants familiaux et proches aidants sont des maillons incontournables du lien social et de l'accompagnement, par l'appui

qu'ils apportent aux personnes âgées, aux personnes malades, aux personnes en situation de handicap. Pour améliorer les droits dont ils bénéficient, le Collectif inter associatif d'aide aux aidants familiaux a présenté le 23 mars 2017 [six propositions et dix mesures.](#)

Liens : le [site national du CIAAF](#), les sites départementaux, conçus par les UDAF en aide aux aidants familiaux ([Bas-Rhin](#), [Haut-Rhin](#)).

(Présidentielle 2017) 80 associations lancent un appel pour les solidarités.

"La solidarité est le premier parti de France". Les associations de la lutte contre l'exclusion (Emmaüs, ATD Quart Monde, Secours catholique, Fédération des acteurs de solidarité), l'Association des paralysés de France, Action contre la faim, le CCFD, la Cimade, le Centre Primo-Levi, Utopia, AC Le Feu, les associations de défense de l'environnement (Greenpeace, France Nature Environnement, les Amis de la Terre, la Fondation Nicolas-Hulot), des organisations féministes... à un mois du premier tour de la présidentielle, ce sont pas moins de 80 associations qui ont lancé le 23 mars un [appel à la solidarité.](#)

(Présidentielle 2017) **Revenu universel : l'Onpes donne son avis.**

L'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (Onpes) publie une contribution aux débats en cours, intitulée " [Revenu universel, revenu minimum garanti : quels liens avec la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ?](#)". La contribution de l'Onpes se penche sur les effets d'un revenu universel sur le marché du travail (devenir des métiers peu qualifiés et inquiétudes sur un "futur sans emploi") et sur le logement, sur l'offre de services publics visant l'autonomie des personnes pauvres (avec la question de leur "empowerment"), ou encore sur la qualité des liens sociaux.

(Présidentielle 2017) **Action sociale de proximité : l'Uccas interpelle les candidats.**

Dans leur "*plaidoyer pour une réponse sociale de proximité*", les élus locaux en charge de la solidarité, réunis au sein de l'Union nationale des centres communaux et intercommunaux d'action sociale, interpellent les candidats à l'élection présidentielle pour connaître leurs ambitions sur tous les sujets qu'ils traitent au quotidien. [Le questionnaire](#) de l'Uccas est accessible sur son [site Internet](#) où seront également publiées les réponses reçues.

(Présidentielle 2017) **Onze candidats face aux maires**

L'Association des maires de France organisait le 22 mars un exercice inédit : l'audition de l'ensemble des candidats à l'élection présidentielle, invités à se positionner par rapport aux principales exigences contenues dans [le manifeste qui leur avait été adressé](#). Il a beaucoup été question de l'importance de la commune face à l'intercommunalité, de relations entre l'Etat et les collectivités... et de finances, qu'il s'agisse du devenir des dotations ou, immanquablement, de la taxe d'habitation. Ce qui s'est dit, ce qui s'est échangé, dans [l'article de Localtis en lien](#).

(Présidentielle 2017) **Villes de France : les attentes des villes moyennes**

Villes de France, l'ex fédération des maires de villes moyennes (15.000 à 100.000 habitants) a choisi dans son adresse aux candidats d'afficher les grands principes plutôt que d'entrer dans le détail de propositions opérationnelles. La première des attentes: "bâtir des relations de confiance entre l'Etat et les collectivités". Pour Villes de France, cela implique la création d'une structure dédiée à ce dialogue ainsi que d'un "ministère des territoires", une révision du statut de l'élu, une clarification de la "doctrine d'emploi des polices" (municipale, nationale, gendarmerie), une meilleure organisation des services déconcentrés de l'Etat... [L'adresse de Villes de France aux candidats à l'élection présidentielle](#)

(Présidentielle 2017) **Les CCI aussi attendent de la confiance !**

Les chambres de commerce et d'industrie (CCI) et leur tête de réseau, CCI France, ont dévoilé neuf propositions aux candidats. Elles visent à "donner un cap clair aux entrepreneurs". On notera que les CCI lancent une offensive contre les collectivités territoriales qui empiètent sur le territoire des Chambres depuis la loi Notre. Celle-ci a en effet confié aux régions la mission d'élaborer un schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII). Les Chambres sont sollicitées pour la rédaction de ces schémas. Qu'en sera-t-il des "Maisons de l'économie" créées par les régions ? Qu'en sera-t-il des agences de développement économique qui continuent d'être financées par les conseils départementaux (comme dans le Bas-Rhin et le Haut-Rhin) ? [Pour en savoir plus](#).

(Présidentielle 2017) L'UNA et l'Adessa veulent relancer le cinquième risque.

Profitant du contexte électoral, l'UNA (Union nationale de l'aide, des soins et des services aux domiciles) et l'Adessadomicile (Fédération nationale aide, accompagnement et soins à la personne) lancent une alerte sur la situation du secteur et proposent quinze mesures "tenant compte des besoins réels des personnes fragiles à domicile et visant à être reprises lors du prochain quinquennat". Cette démarche part du constat de "l'absence d'un projet global et ambitieux" sur le sujet de la part des candidats. Voir [le dossier de presse de l'UNA et de l'Adessa du 14 mars 2017](#).

(Présidentielle 2017) Ils ont dit "oui" au logement social

Près des trois quarts des Français estiment que le logement n'est pas suffisamment abordé par les candidats dans la campagne présidentielle en cours alors qu'il s'agit d'un "sujet de conversation important pour eux". L'enquête réalisée par Kantar TNS les 2 et 3 février 2017 révèle aussi que presque un tiers des Français (32%) – et un locataire sur deux – dit éprouver des difficultés à faire face aux loyers ou à ses remboursements d'emprunt immobilier.

Cinquante organisations ont signé le 14 mars une déclaration commune intitulée "Oui au logement social" pour convaincre les candidats à l'élection présidentielle que "le logement social est une chance pour notre pays face aux défis de notre temps". Les candidats ont été invités le 29 mars à l'assemblée générale de l'USH pour présenter leur propre vision.

(Présidentielle 2017) Amorce propose des mesures pour accomplir la transition énergétique.

Amorce, réseau de collectivités et d'entreprises, a publié le 16 mars [une dizaine de propositions](#) faites aux candidats. Ce réseau de collectivités et d'entreprises les veut "concrètes et structurantes". Forte de 850 adhérents et positionnée sur les politiques énergie-climat des territoires et la gestion territoriale des déchets, l'association propose qu'une loi de finances consacrée spécifiquement à la transition énergétique et écologique soit votée dès 2018, "sur le modèle de la loi de financement de la sécurité sociale". Elle demande le lancement d'un pacte national de résorption de la précarité énergétique et propose de généraliser les schémas directeurs de distribution d'énergie (électricité, gaz, chaleur), afin de "permettre aux collectivités compétentes d'assurer une coordination optimale du développement des réseaux locaux de distribution de gaz, d'électricité et de chaleur".

(Présidentielle 2017) Les grands enjeux des transports en débat

Près de 500 participants ont fait le déplacement, le 22 mars, au Palais Brongniart, à Paris, pour débattre des priorités du prochain mandat présidentiel en matière de transports et de mobilité. Organisé en partenariat par le think tank [TDIE](#), qui rassemble des élus et professionnels des transports, et la lettre spécialisée Mobilettre, ce [débat](#) fait suite à la transmission d'un "[cahier de doléances](#)" et d'une [série de propositions](#) aux candidats à la présidentielle et à leurs équipes.

(Présidentielle 2017) La CNAF inscrit ses orientations stratégiques dans le débat électoral.



Le conseil d'administration de la caisse nationale des associations familiale a adopté ses **orientations stratégiques pour la**

période 2017-2027. La CNAF insiste sur le **rôle de régulateur des CAF** dont l'objectif est notamment, en s'appuyant sur un réseau de partenaires, de s'assurer que l'offre locale de services est adaptée aux besoins des familles. D'où la nécessité de maintenir la présence départementale des CAF.

SOLIDARITES / LUTTE CONTRE LES EXCLUSIONS

500 morts de la rue en 2016

Le 21 mars, le collectif des [Morts de la rue](#) a rendu hommage, sur la place du Palais Royal à Paris, aux 501 personnes décédées à la rue en 2016. Un temps d'hommage, beau, visuel, poétique, reconnaissant l'humanité de chacune de ces personnes, mortes à 49 ans en moyenne", Les noms des 501 personnes décédées ont été lus. Selon une étude épidémiologique de l'INSERM, le nombre réel de décès de personnes sans domicile est six fois supérieur à celui recensé par le collectif, soit environ 2.800 décès par an.

L'action sociale des communes couvre 98 % de la population.

La direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees) des ministères sociaux publie les premiers résultats de l'enquête Asco (action sociale des communes et intercommunalités), menée en 2015-2016 sur un échantillon de 11.000 collectivités de métropole et d'outre-mer. Cette enquête apporte de nombreux enseignements, dont les principaux sont que plus de huit communes sur dix mettent en place au moins une forme d'action sociale et que ces actions couvrent 98% de la population. [Les résultats de l'étude dans le n°995 d'"Etudes & Résultats" \(février 2017\).](#)

Les CCAS très engagés dans la lutte contre la précarité énergétique

L'Union nationale des centres communaux et intercommunaux d'action sociale (Unccas) publie les résultats d'une étude réalisée avec le concours d'EDF Collectivités et intitulée "Précarité énergétique - Comment les CCAS/Cias agissent, de l'accès aux droits à l'accompagnement global". L'enquête a été réalisée sur la base de l'exploitation de 883 questionnaires (849 CCAS et 34 Cias) administrés entre mai et juillet 2016. Pour en savoir plus : [L'étude de l'Unccas sur la précarité énergétique. La synthèse de l'étude. La présentation de l'étude sur le site de l'Unccas.](#)

LOGEMENT



Financement de la rénovation énergétique

Un [rapport remis le 21 mars à la ministre du Logement](#) fait un état des lieux des financements de la rénovation énergétique des logements privés et revient sur le développement du tiers-financement. Face au grand nombre d'initiatives locales, il invite à éviter la dispersion, à stabiliser les dispositifs et à consolider la démarche partenariale pour faciliter les travaux de rénovation.

Performance énergétique des bâtiments : mobilisation générale autour des premiers labels

Emmanuelle Cosse a remis, le 16 mars, les premiers labels "E+C-", autrement dit "Bâtiments à énergie positive et réduction carbone". Deux "conventions d'engagement" ont été signées avec le mouvement HLM et la Caisse des Dépôts, d'une part, et Entreprises générales de France BTP (EGF-BTP), d'autre part. Pour en savoir plus : [La présentation des sept premières opérations labellisées E+C-.](#)

Expulsions locatives

L'[instruction du 22 mars 2017](#) relative à la mise en oeuvre du plan interministériel pour la prévention des expulsions locatives précise le cadre d'action national et territorial de la politique de prévention des expulsions et les principes de sa mise en oeuvre opérationnelle, pour "impulser une diminution significative des expulsions."

Aides à l'accession

Un rapport d'information réalisé au nom du Comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques (CEC) de l'Assemblée nationale s'oppose aux préconisations de réforme des aides à l'accession à la propriété formulées dans un rapport de la Cour des comptes commandé par... le même CEC. Les deux députés rapporteurs préconisent de ne rien toucher au dispositif actuel des aides à l'accession, en dehors de quelques aménagements mineurs. [Le communiqué d'Emmanuelle Cosse à l'issue de la remise du rapport, le 23 mars 2017.](#)

Production de logement social et loi SRU: quel bilan ?

Les chiffres de la production de logement social ont été publiés le 22 mars par le Ministère. En cinq ans, ce sont 553.811 nouveaux logements sociaux qui ont été financés. En 2016, la production "a été réorientée vers ceux qui en ont le plus besoin". 75% des logements sociaux produits l'an dernier sont en effet situés dans des zones tendues (zones A et B1).

Le calcul de l'impact de la loi SRU sur le volume de la production de logements sociaux est plus discutable. Tout s'abord en raison du passage du seuil de 20% de logements sociaux au seuil de 25%. Ensuite lorsque l'on sait que 45% des communes seulement le respectent. Pour en savoir plus : [Le bilan quantitatif triennal de la loi SRU. Le communiqué d'Emmanuelle Cosse du 22 mars 2017. Le dossier consacré au bilan du logement social et de la loi SRU. La page sur la transparence du logement social.](#)

En bref encore : par une décision du 15 mars 2017, le Conseil d'Etat annule la décision de Manuel Valls de restreindre l'encadrement des loyers à Paris et Lille.

L'Ansa propose un ensemble de mesures pour généraliser le "logement d'abord".

L'Agence nationale des solidarités actives publie un rapport intitulé "Le logement d'abord...", rappelant que le premier des besoins est un logement stable, avant de s'en servir comme point d'appui pour mettre en place un accompagnement vers les soins et l'inclusion sociale. Elle formule une série de propositions : priorité d'attribution des logements aux personnes sans domicile, augmentation de la production de logements très sociaux, renforcement de l'accompagnement, meilleure prise en main par les métropoles de leurs nouvelles compétences, essaimage au travers d'un programme "villes logement d'abord"... [Le rapport de l'Ansa sur le logement d'abord.](#)

Le Cese propose d'expérimenter des territoires "100% bien logés".

"Comment mieux répondre aux besoins en logements dans les territoires ?" s'est interrogé le conseil économique, social et environnemental. Il y répond en 10 recommandations (avis adopté le 14 mars 2017 par l'assemblée plénière à une très large majorité de 160 votes pour et 8 abstentions). Le CESE suggère d'expérimenter des territoires "100 % bien logés" ("territoires au sein desquels chaque ménage pourrait trouver l'habitat adapté à ses ressources et à ses besoins dans un temps raisonnable, facilitant en particulier le lien entre le logement et l'emploi". [La présentation du rapport sur le site du Cese. Le communiqué du Cese du 14 mars 2017.](#)

Vous avez dit *Hémisphère* ?

Le fonds *Hémisphère*, d'une capacité de 200 millions d'euros, a été annoncé le 15 mars. Sa première opération porte sur le rachat de 62 hôtels F1, cédés par AccorHotels, dans le but d'y créer 6.000 places d'hébergement d'urgence gérées par Adoma. Une partie de ces places (environ 2.400) seront destinées à de l'hébergement d'urgence "classique" (ministère du Logement) et l'autre à de l'accueil des réfugiés (ministère de l'Intérieur). Le fonds fédère six investisseurs institutionnels, dont la Caisse des Dépôts, Cardif et la Maif. Le groupe SNI projette également de créer 1.700 places d'hébergement d'urgence dans son propre patrimoine, ce qui monterait à 7.700 le nombre de places d'hébergement qui seraient ouvertes "dans un délai de six mois".

Le groupe AccorHotels indique qu'il gardera 102 hôtels F1 dans son portefeuille pour les repositionner vers "une clientèle plus large" (étudiants, professionnels en déplacement, "backpackers", familles) à qui il proposera "une expérience *low cost* et *design* répondant aux nouvelles tendances de voyage nomade", indique le communiqué de presse.

REFUGIES



Eurostat publie les chiffres 2016 de la demande d'asile. L'office statistique européen indique en l'occurrence que 1.204.300 primo-demandeurs d'asile ont introduit une demande de protection internationale dans les Etats membres de l'Union européenne l'an dernier. Ce chiffre représente 0,23% de la population de l'Union. Le déséquilibre dans les pays d'accueil s'est poursuivi en 2016 : l'Allemagne représente 60% du total alors que la France en représente 6% (76 000).

[Le communiqué d'Eurostat du 16 mars 2017.](#)

SANTE



Comment le milieu social joue dès l'enfance sur le surpoids

Les chercheurs tentent de décrire l'émergence des inégalités face au surpoids dans la petite enfance ainsi que leur évolution à mesure que les enfants grandissent. Adultes comme enfants ne sont pas égaux devant les problèmes de poids, selon leur milieu social. Étant donné que le surpoids est associé à un certain nombre de maladies chroniques comme l'hypertension artérielle ou le diabète, il paraît essentiel de mieux cerner ses déterminants, dont le statut socioéconomique fait partie. [Pour en savoir plus.](#)

Accès aux soins

[Deux décrets et trois arrêtés du 14 mars 2017](#) mettent en place ou aménagent diverses mesures en faveur de l'installation ou de l'exercice des médecins hospitaliers dans les zones sous dotées. La première de ces mesures permet de s'adapter à la nouvelle organisation que constituent les GHT. Les autres textes réglementaires instaurent deux nouveaux dispositifs : une prime d'engagement de carrière hospitalière (PECH) et une prime d'exercice territorial (PET) pour les professionnels de la santé.

"Salles de shoot"

Premiers retours d'expériences très positifs, selon leurs opérateurs, sur les initiatives de salles de consommation à moindre risque de Paris et de Strasbourg. Dans un avis rendu public le 5 mars 2017, la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) a pris position en faveur d'un développement de cette approche.

Sidaction : 4,07 millions d'euros de promesse de dons

La 23^e édition du *Sidaction* a permis la collecte de 4,07 millions d'euros, une somme en très légère baisse par rapport à l'an dernier. En 2016, les dons collectés ont permis de financer 55 jeunes chercheurs, 39 programmes de recherche, de soutenir 72 associations en France à travers 101 programmes et 137 projets portés par 41 associations dans 20 pays dans le monde, précise le Sidaction.

Santé mentale

Un consortium international d'une cinquantaine de chercheurs en psychologie et en psychiatrie propose un modèle alternatif, *HiTOP*, pour le diagnostic des troubles mentaux. Celui-ci utilise une approche dimensionnelle et hiérarchique alors que les systèmes traditionnels, comme le *DSM-5*, sont catégoriels. Un peu technique tout cela ? [Si vous voulez en savoir plus.](#)

Représentations

Le renouvellement du mandat des membres des conseils d'administration et des conseils des organismes du régime général est prorogé de trois mois. Voir les informations sur le [blog "Représentation CPAM-CAF"](#).

Le portail de vos droits et vos données personnalisées

Le décret du 20 mars 2017 (J.O. du 21 mars 2017) porte création du "portail numérique des droits sociaux" (PNDS) : "[mesdroitssociaux.gouv.fr](#)", mis en ligne le même jour. Conçu comme un point unique d'entrée à un certain nombre de droits effectifs et comme un outil individuel de gestion et de suivi de ces droits, il s'adresse à l'ensemble de la population : salariés, indépendants, retraités, inactifs... Piloté par la MSA - opérateur technique -, le portail fédère la Cnaf, la Cnam, la Cnav, le RSI, le GIP UR (Union retraite), la Caisse de Dépôts (pour le compte personnel d'activité), la MGEN et Pôle emploi. Les informations qui y sont ainsi centralisées sont issues de trois sources :

- **les données issues du répertoire national commun de la protection sociale** (RNCPS) : numéro d'inscription au répertoire national d'identification des personnes physiques (NIR), données d'identité et d'adresses, composition familiale, état du dossier de demande de prestations, données relatives aux périodes d'ouverture de droits...
- **les données issues de la déclaration sociale nominative** (DSN) : informations relatives aux ressources, derniers montants de prestations versés, quotient familial, type de logement et statut d'occupation, montant du loyer, numéro d'allocataire CAF...
- **les données liées au compte personnel d'activité** ou, plus précisément, celles issues du traitement automatisé de données à caractère personnel.

Le PNDS ne doit pas être confondu avec le tout récent portail "[mesaides.gouv.fr](#)" qui est un simple simulateur de droits.

On pourra lire également : [Le dossier sur le Portail des droits sociaux.](#) [Le dossier sur la simplification pour les particuliers.](#) [La synthèse sur la simplification pour les particuliers.](#)

EGALITE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES



Des inégalités persistantes

L'INSEE vient de publier une étude nationale et des études régionales sur les inégalités entre femmes et hommes tout au long de la vie. Des thèmes particuliers sont explorés : la vie scolaire, la monoparentalité, les retraites, la parité en politique... Voici les travaux de l'INSEE qui concernent notre région.

- [Femmes : des orientations scolaires puis professionnelles qui ne procurent pas les meilleurs salaires](#) - *Insee Analyses Grand Est* n° 35
- [Isolement, état de santé, conditions de logement : des risques de fragilité plus élevés pour les femmes après 60 ans](#) - *Insee Analyses Grand Est* n° 36
- [Les retraites des femmes nettement inférieures à celles des hommes](#) - *Insee Analyses Grand Est* n° 37

EDUCATION / PARENTALITE



Conseils aux parents

Le guide pratique "*Famille Tout-Écran*" (gratuit et [en téléchargement ici](#)) propose des conseils pratiques à tous les parents pour apprendre à ses enfants à s'informer, conseiller ses enfants sur l'usage des réseaux sociaux, maîtriser en famille le temps dédié aux écrans, protéger ses enfants des images violentes, s'engager et s'impliquer en tant que parents.

Alerte Baleine bleue !

L'Education nationale met en garde contre le "jeu" *Blue Whale Challenge* qui touche les collégiens sur les réseaux sociaux, les invitant à des défis morbides allant jusqu'à l'incitation au suicide. Les premiers cas ont été repérés récemment dans la région chez les 12-15 ans et les parents sont invités à la plus grande attention.

Aide sociale à l'enfance et radicalisation

L'instruction du 24 mars 2017, relative à la prise en charge des mineurs à leur retour de la zone irako-syrienne, précise les modalités de prise en charge des enfants mineurs à leur retour en France notamment les dispositions prévues en matière de bilan tant somatique que médico-psychologique, ainsi que le dispositif de suivi notamment psychothérapeutique qui pourrait être nécessaire, de scolarisation, les modalités de prise en charge des parents, la formation des professionnels chargés de l'accompagnement, les modalités de coordination du dispositif et de partage des informations et enfin les orientations prises en matière d'évaluation et de suivi de ce dispositif. Un comité de suivi du dispositif est installé.

A très bientôt pour une nouvelle édition.